ÉDITO

17 octobre : anti-tout, pro-rien

Par **Emilie CHALAS**



Urbaniste, Emilie CHALAS a commencé sa carrière professionnelle dans la fonction publique territoriale en tant que Directrice Générale des Services d'une mairie en Isère. En 2017, elle s'engage en politique et devient députée de la 3e circonscription de l'Isère. Elle siège à la commission des lois, devient rapporteur des projets de lois sur l'eau et l'assainissement, la transformation de la fonction publique puis devient membre de la commission spéciale Climat et Résilience. Depuis 2020, elle siège aux conseils municipal et métropolitain. En 2022, elle rejoint les équipes de CARBON-SOLAR en tant que chef de projet. Elle porte le projet de gigafactory de production de panneaux solaires Made in France à Fos-sur-Mer. En janvier 2025, elle crée son cabinet de conseils auprès des entreprises en urbanisme et relations publiques, BLEU05., et rejoint ESL en tant que senior advisor.



© Pierre Laborde, Shutterstock

Le 17 octobre, plusieurs centaines de milliers de Français ont défilé contre la vie chère. En marge des cortèges, dans la journée puis dans la soirée, des hôtels de ville brûlaient et des milliers de commerces étaient pillés. Entre la colère sociale et la casse, il n'y a pas continuité mais rupture, et c'est cette rupture qu'il faut regarder en face.

La journée avait pourtant tout d'une mobilisation sociale classique. 550 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur, 800 000 selon les organisateurs, plus d'une centaine de défilés, des lycéens, des étudiants, des salariés, des syndicats et d'anciens Gilets jaunes réunis autour du pouvoir d'achat et des services publics. Dans la plupart des villes, les cortèges se sont déroulés sans incident. En marge des cortèges, dans la journée comme dans la soirée, le bilan est d'une autre nature : 2 397 personnes interpellées, près de 1 000 policiers et gendarmes blessés, dont 7 grièvement, et environ 3 000 commerces vandalisés selon la Fédération du commerce et de la distribution. À Limoges, l'hôtel de ville inauguré en 1883 a été incendié et en grande partie perdu. À Marseille et à Lille, les mairies ont été forcées ; à Bordeaux, la résidence de la préfète a été saccagée ; à Lyon, un office de tourisme a brûlé ; à Paris, un bureau de poste a été pillé. Du côté des manifestants aussi, la journée laisse des traces : à Saint-Étienne, un lycéen de 17 ans a perdu une main, et l'IGPN a été saisie.

Les lectures n'ont pas tardé, et elles étaient, comme en 2023, sans surprise. Pour les uns, la casse prolongerait la colère sociale ou trahirait un maintien de l'ordre défaillant. Pour les autres, elle signerait la main d'une ultragauche organisée, voire la complaisance d'une partie de la gauche à six mois de l'élection présidentielle. Chacun y trouve la confirmation de ce qu'il pensait la veille. Les faits deviennent alors une ressource plutôt qu'une source de réflexion.

Ce qui frappe, pourtant, c'est l'absence de lien entre la revendication et la cible. On manifestait contre la vie chère ; on a pillé des boutiques de luxe et de vêtements de sport, et brisé les vitrines de commerçants qui subissent eux-mêmes la hausse des prix. On réclamait des services publics ; on a incendié une mairie, forcé deux autres, saccagé une poste. La casse n'a pas porté la revendication, elle l'a recouverte. Dès le lendemain, on parlait de Limoges, et plus du pouvoir d'achat.

> « La casse n'a pas porté la revendication, elle l'a recouverte. »

Il n'y a pas « les casseurs », il y a des casseurs. Les premiers éléments en distinguent au moins trois familles : des groupes d'ultragauche pratiquant la tactique du black bloc, venus pour l'affrontement ; des groupes mobiles organisés, équipés de scooters et parfois de faux brassards de police, qui ont visé méthodiquement le luxe, la téléphonie ou le jeu vidéo ; des pilleurs d'opportunité enfin, arrivés une fois les forces de l'ordre parties. S'y ajoute un accélérateur nouveau : un influenceur qui appelait à l'émeute sur une plateforme de streaming a été placé en garde à vue. La comparaison avec 2023 est éclairante. Lors des émeutes qui avaient suivi la mort de Nahel, mairies, écoles et commissariats avaient déjà été pris pour cible, et les pillages avaient déjà gagné les centres-villes. Mais l'âge moyen des interpellés était alors de 17 ans. Cette fois, ce sont très majoritairement des hommes jeunes, de 18 ans à la trentaine ; à Paris, les mineurs représentent environ un quart des 557 gardes à vue. Surtout, l'étincelle n'est plus un drame mais une mobilisation sociale, dont la casse s'est emparée. Les mêmes gestes, une violence exacerbée, des auteurs plus âgés, et une cause qui n'est pas la leur.

D'une émeute à l'autre, la matrice reste la même, et la sociologie la connaît bien : l'anomie. Émile Durkheim désignait ainsi l'état d'une société où « les désirs individuels ne sont plus bornés » par les cadres communs, et où l'individu choisit « l'isolement ou même la prédation plutôt que la coopération ». Le pillage en est l'expression la plus nette : l'accès à la consommation sans passer par la règle commune du travail. À l'anomie s'ajoute le nihilisme, au sens premier du terme : détruire sans rien demander, casser pour casser. Les casseurs du 17 octobre sont anti-tout et pro-rien. Même le black bloc, qui se pense politique, ne porte aucune proposition discutable ;

sa revendication tient tout entière dans le geste. Ces logiques différentes se rejoignent dans le choix des cibles. Une mairie, une poste, une préfecture sont les lieux où le collectif prend une forme concrète. S'y attaquer, c'est refuser de faire société.

Anti-tout, d'abord. Les casseurs ne visent pas un adversaire identifié : ils frappent indistinctement la mairie et la boutique, la préfecture et le petit commerce, le commissariat et le bureau de poste. Ce qu'ils rejettent, ce n'est pas une politique ou un gouvernement, c'est l'ensemble de ce que la société leur propose : l'école, le travail, la règle commune, l'autorité, les institutions, le lien social au-delà de la bande. Pro-rien, ensuite. Aucune banderole, aucun mot d'ordre, aucune revendication n'accompagne la casse ; elle ne réclame ni réforme, ni alternative, ni avenir. C'est ce qui la distingue radicalement des manifestants qu'elle a parasités : eux étaient contre la vie chère, mais pour des salaires, des services publics, une école. Une révolte s'oppose à un ordre au nom d'un autre ; la casse du 17 octobre ne s'oppose à rien de précis et ne propose rien du tout. Anomie et nihilisme se rejoignent ici, se confortent l'un l'autre et finissent par se confondre.

Ce n'est donc pas la colère qui produit la casse. Les centaines de milliers de manifestants du 17 octobre étaient en colère, et ils n'ont rien cassé. La pauvreté ou l'origine n'expliquent pas davantage ce basculement à elles seules. Il serait cependant tout aussi faux de nier le poids du déterminisme social. Là où la famille, l'école, l'animation et l'apprentissage d'un métier n'ont pas joué leur rôle intégrateur, il n'est pas inéluctable mais beaucoup plus facile qu'ailleurs de glisser vers la délinquance, et beaucoup plus difficile de s'inventer ce que Malraux appelait un « anti-destin ». La nouveauté tient à ce que les réseaux sociaux offrent désormais une instance de socialisation de substitution, qui valorise la transgression filmée et donne à l'émeute une audience instantanée.

La première victime de cette casse est le mouvement social lui-même. Les images de Limoges ont effacé celles des cortèges, et les syndicats, qui appellent à une nouvelle journée de grève le 5 novembre, devront désormais prouver qu'ils tiennent leurs défilés. Les élus locaux sont en première ligne : la mairie reste le premier visage de la République, et donc la première cible de ceux qui la rejettent.

Reste la réponse, et elle commence par des questions. Comment répondre à ceux qui ont déjà basculé ? Une justice rapide et des peines réellement exécutées suffiront-elles, ou faut-il y ajouter un suivi individualisé des auteurs, leur responsabilité financière, des mesures éducatives qui éloignent les plus jeunes de leur bande ? Comment démanteler des groupes organisés qui se retrouvent d'un cortège à l'autre, et que faire des appels à l'émeute diffusés en direct sur les plateformes ? Comment, dans le même temps, garantir le droit de manifester et faire la lumière sur les blessures subies par des manifestants, sans quoi la fermeté perd sa légitimité ?

Comment, surtout, éviter que la génération suivante ne prenne le même chemin ? Les pistes sont connues, leur mise en œuvre beaucoup moins : restaurer l'autorité éducative à l'école, accompagner les parents, ouvrir réellement l'accès au travail et à l'apprentissage, penser la mixité sociale à l'échelle des bassins de vie plutôt que commune par commune. Aucune ne produira d'effet avant plusieurs années, ce qui explique sans doute qu'elles soient si souvent annoncées et si rarement tenues.

Le 17 octobre, deux France ont occupé les mêmes rues : celle qui réclame et celle qui détruit. La première attend une réponse politique, la seconde une réponse républicaine. Ni l'une ni l'autre ne peut attendre indéfiniment.

Car faute de réponse, les Français se cabrent. Celui qui voit brûler sa mairie sans que rien ne change, celui qui a manifesté pour son pouvoir d'achat et ne retient de la journée que les pillages, finissent par douter que l'ordre républicain puisse encore protéger et que la démocratie puisse encore entendre. Ils cherchent alors refuge et réponse du côté des extrêmes, qui promettent les uns l'ordre sans la liberté, les autres la colère sans la règle. À six mois de l'élection présidentielle, c'est sans doute le véritable enjeu de cette journée et des prochaines : apporter des réponses avant que les extrêmes ne s'en chargent.

> « Le 17 octobre, deux France ont occupé les mêmes rues : celle qui réclame et celle qui détruit. La première attend une réponse politique, la seconde une réponse républicaine. »

Sources

- Ministère de l'Intérieur, bilans des 17 et 18 octobre 2026 ; bilan des violences urbaines de juin-juillet 2023.
- Europe 1, profil des casseurs interpellés et direct du 17 octobre 2026 ; France Info, « Les profils inhabituels des casseurs » (octobre 2026).
- Sud Radio, « Des casseurs-pilleurs aux profils multiples » (octobre 2026) : Fédération du commerce et de la distribution, parquet de Paris.
- Impact European et Les Français.press, bilans de la journée du 17 octobre 2026.
- Émile Durkheim, *De la division du travail social* (1893) et Le Suicide (1897).



© Blackcat126, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Les États-Unis et la sécurité dans le Golfe

Par **Bertrand BESANCENOT**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis en Turquie et envoyé spécial du président Trump pour la Syrie et l'Irak, a déclaré récemment que les grandes affaires qui sous-tendent la sécurité mondiale depuis des décennies subissent une transformation majeure et que les pays du Moyen-Orient et d'ailleurs devaient désormais se concentrer sur leur sécurité par le biais de partenariats régionaux. Il a même précisé lors du Forum sur la sécurité mondiale à Doha que « L'Amérique, en tant que garant du monde depuis 80 ans, n'est plus là. Ce qui se passe dans cette administration n'est pas un abandon, c'est un message de réalignement ».

Cela signifie en clair que les arrangements forgés à la suite de la Seconde Guerre mondiale, essentiellement un pacte – celui de Quincy avec les Saoudiens – par lequel l'Amérique a fourni la sécurité en échange d'un pétrole à prix modéré, ne correspondent plus aux impératifs de Washington. Tom Barrack a été clair en déclarant même que les États-Unis ne veulent plus sacrifier leurs vies pour le Moyen-Orient et que les États du Golfe sont conscients que Washington ne peut plus assurer leur sécurité…

En réalité, ce message américain n'est pas tout-à-fait uniforme, car, fin juin, le Secrétaire d'État Marco Rubio a réaffirmé à Koweït l'engagement des États-Unis à protéger les États du Golfe contre les missiles et drones iraniens. De même, le 29 septembre 2025, le président Trump a signé un décret garantissant la sécurité du Qatar, en cas de nouvelle attaque. Et le 18 novembre de la même année, il a désigné l'Arabie saoudite comme « allié majeur hors OTAN », signé un accord de défense stratégique avec Riyad et approuvé la vente future d'avions F-35 au royaume.

Les propos de Tom Barrack appliquent en fait à la région du Moyen-Orient la doctrine de la « stratégie de sécurité nationale » de l'administration Trump publiée le 4 décembre 2025. Celle-ci déclare en effet révolu le temps où les États-Unis étaient les principaux soutiens de l'ordre mondial et évoque désormais un « partage et transfert du fardeau ». Sa section sur le Moyen-Orient juge que la région ne doit plus dominer la politique étrangère américaine au profit désormais d'engagements limités, d'un transfert de la charge et de partenariats économiques. Le récent retrait américain d'Irak en est la première illustration.

Appliquée au Golfe, cela donne Washington comme garant en dernier ressort plutôt qu'organisateur de première instance de la stabilité, avec les pays de la région prenant une part de l'action diplomatique et de leur sécurité. Les États-Unis renoncent donc à l'automaticité de leur protection, mais pas à leur capacité d'intervenir. Le rôle de gendarme, qui répondait à toute menace et pour tous les alliés, cède la place à celui de protecteur dont l'engagement dépend désormais des intérêts américains, des moyens disponibles et de la contribution des bénéficiaires, comme on le voit dans les derniers développements au Yémen.

L'Arabie saoudite l'a compris en signant le pacte de La Mecque avec le Pakistan et la Turquie, qui est plus à ce stade un accord politique qu'une véritable alliance de défense, mais qui devrait permettre à ces pays de peser plus collectivement sur tout futur accord régional avec l'Iran ●

> **« Appliquée au Golfe, cela donne Washington comme garant en dernier ressort plutôt qu'organisateur de première instance de la stabilité. »**



© Getty Images, Unsplash

INTERVIEW

Sylvain Fort : « Notre rôle, c'est de montrer où le feu peut prendre »

Interview par **Ulysse PASKOFF** et **Fanny Chauffeton** – Institut du risque (ADIT x Mines Paris – PSL)



Sylvain FORT est directeur général de l'Institut du Risque qu'il développe aux côtés de Emmanuelle OUDÉA (Groupe ADIT). Il dispose de vingt ans d'expérience en communication de crise et conduite du changement tant au sein de groupes français (BNP Paribas) que d'agences, en France et à l'étranger (Italie, Arabie saoudite). Il est ancien conseiller Discours et communication du Président de la République. Ancien élève de l'École normale supérieure (Ulm), il est agrégé de lettres classiques et docteur ès lettres (Paris-Sorbonne). Il est également écrivain et essayiste.

Lancé par le groupe ADIT en partenariat avec le Centre de recherche sur les risques et les crises de Mines Paris, l'Institut du risque veut aider les entreprises françaises à se préparer à des menaces de plus en plus rapides, interconnectées et difficiles à anticiper. Sylvain Fort en détaille la raison d'être, les trois activités, le nouveau master exécutif qui ouvre en 2027, et les risques pour lesquels la France reste, selon lui, insuffisamment préparée.

Pouvez-vous nous présenter l'Institut du risque et nous expliquer le constat qui a présidé à sa création ?

L'ADIT, très présent en France et à l'international, est en première loge face aux grands risques contemporains : géopolitique, politique, criminel, fraude, réglementation… Nous avons constaté que ce trésor de connaissances pouvait être mis, sous forme de retour d'expérience, au service d'acteurs économiques français qui doivent monter en maturité sur ces sujets.

Aujourd'hui, le risque n'est plus seulement technique ou industriel : il est stratégique et systémique. Et ces risques partagent des caractéristiques communes : ils sont de plus en plus fréquents et rapides, de plus en plus interconnectés, et pour beaucoup difficiles à anticiper. Nous avons donc voulu aider les entreprises à mieux comprendre cet environnement et à se préparer à l'improbable, ou en tout cas à ce qui n'est pas toujours perçu comme un risque. Le cœur du réacteur, c'est ce patrimoine de connaissances de l'ADIT, utile à l'ensemble des acteurs économiques.

« Aujourd'hui, le risque n'est plus seulement technique ou industriel : il est stratégique et systémique. Et ces risques partagent des caractéristiques communes : ils sont de plus en plus fréquents et rapides, de plus en plus interconnectés, et pour beaucoup difficiles à anticiper. »

Pourquoi s'associer à l'École des Mines et au Centre de recherche sur les risques et les crises ?

Ce partenariat concerne l'un des trois piliers de l'Institut : la formation. Pour faire monter en maturité les acteurs économiques, il fallait intégrer une dimension essentielle aujourd'hui : la dimension scientifique et technologique. Climat, cyber, IA, énergie, approvisionnement… beaucoup de sujets sont substantiellement scientifiques ou technologiques. Les Mines sont à la fois une école d'ingénieurs et une école de recherche, tournée vers la science applicable, exactement ce que les entreprises doivent aujourd'hui se réapproprier.

Le Centre de recherche sur les risques et les crises est par ailleurs nativement pluridisciplinaire : ingénieurs, mais aussi historiens et anthropologues. C'est précieux, car quand un risque percute une organisation, cela devient de l'anthropologie des organisations. Prenez une campagne de désinformation : il n'y a pas seulement une fausse information injectée dans le système, il y a la façon dont les personnes la reçoivent, la décodent, la filtrent ou la font circuler sans s'en rendre compte. Le facteur humain est central.

Dans le master exécutif que nous avons créé, nous avons mis ensemble notre expérience de terrain et leur expertise scientifique et technologique, au service d'une seule chose : la prise de décision. Nos approches sont très complémentaires. Et derrière l'école, c'est tout l'écosystème PSL qui devient accessible.

Parlez-nous de l'Executive Master « Intelligence stratégique du risque » : à qui s'adresse-t-il, sous quelle forme ?

C'est un master de deux jours par mois pendant huit mois, qui balaie en profondeur et sous toutes leurs facettes les risques contemporains.

Il s'adresse d'abord à des personnes déjà aux manettes : membres de comités exécutifs, ou « hauts potentiels » qui prendront des responsabilités élargies d'ici un à cinq ans. Ces profils sont souvent d'excellents spécialistes qui n'ont jamais vraiment élargi leur compréhension de ce à quoi l'entreprise est confrontée. Ce n'est pas un master de management, c'est un master de prise de décision : comprendre l'environnement dans lequel on prendra demain des décisions stratégiques.

Nous y tenons aussi à la présence d'agents publics, notamment issus du ministère des Armées et des services de renseignement. D'abord parce que la problématique se pose aussi dans le secteur public ; ensuite parce que le master est un creuset où des personnes d'horizons différents forgent ensemble une grille de lecture et une grammaire communes du risque.

La première promotion démarre en 2027, à Paris, le vendredi et le samedi. Nous visons des groupes de 20 à 25 participants (jusqu'à 40 possibles) : ils écrivent ensemble des scénarios de crise et font de la prospective, ce qui suppose de l'interaction. Le recrutement passe par les entreprises membres de l'Institut, par l'École des Mines et par une campagne auprès des talent managers.


© Getty Images, Unsplash

Quels sont les autres projets de l'Institut ?

Tout démarre en janvier. Outre le master, nous avons trois activités :

- **Des formations courtes à la demande,** en partenariat avec les Mines : deux jours sur un risque donné, pour un comex, un top 30 ou une business unit qui veut se mettre à jour. C'est la déclinaison du master pour ceux qui n'ont pas la disponibilité de le suivre.
- **La communauté française du risque.** Aujourd'hui, les acteurs économiques abordent le risque de façon isolée, chacun dans sa catégorie. Or dans un monde de polycrise, où la crise est devenue le « nouveau normal », il est logique de travailler ensemble. Il n'existe pas en France de plateforme où des scénarios économiques sont écrits collectivement par les entreprises. Nous allons en créer, en intégrant les angles de plusieurs acteurs, secteurs et tailles d'entreprise, avec des partenaires disposant de bases de données industrielles et d'outils d'IA.
- **Le conseil,** autour de la cartographie des risques. Souvent issue d'un processus administratif, elle présente des angles morts, n'est pas toujours optimale dans sa fabrication, et est très peu utilisée par les comités exécutifs et conseils d'administration. Nous accompagnons les entreprises pour la redéployer et l'optimiser.

Quelle est la mission de l'Institut à moyen-long terme ?

Nous ne sommes pas un think tank : nous proposons des solutions et des pistes. Notre développement est donc commercial, et consiste à faire grandir chacun de nos trois piliers. La communauté démarrera autour de 30 sociétés, pour pouvoir produire des scénarios de plus en plus convaincants et l'outiller, par exemple avec des publications ou un média. Le groupe ADIT étant actionnaire des Rencontres économiques d'Aix, nous pourrions aussi y contribuer. Côté formation, chaque promotion du master viendra grossir la communauté, et nous pourrons accueillir d'autres partenaires, académiques ou non : acteurs publics, universités étrangères… Un écosystème se constitue autour du risque dans les écoles de commerce, à Sciences Po, etc… ; nous pouvons devenir un lieu fédérateur, une sorte de communauté académique. Trois moteurs, donc, que nous voulons développer ensemble.

Le 8 septembre 2026, le CEMA, le général Fabien Mandon, a défini le risque consenti comme « le refus de laisser le danger décider à sa place ». Qu'en pensez-vous ?

Nous sommes très en ligne avec cette définition. La question du risque est à double face : soit on baisse les bras, soit on fait de l'identification et de la compréhension du risque un moteur d'action guidée par la prospective. C'est notre vocation, à notre échelle, pour le tissu économique français : faire saisir plus finement la nature des risques, leur récurrence, ce qui se passe quand ils se produisent, et comment on réagit, pour construire une résilience collective.

Car tout est relié. Imaginez, sur quinze jours, des attaques quotidiennes sur l'écosystème français : cyberattaques, déstabilisations, sabotages physiques. Une panne d'électricité, une panne des réseaux télécoms, des supermarchés qui ne s'approvisionnent plus, des trains à l'arrêt… Et il n'est pas besoin d'être un opérateur d'importance vitale pour faire partie du risque systémique : une petite entreprise de panneaux solaires, un petit producteur d'électricité, un maraîcher font partie du système. Si l'un tombe, ce n'est pas grave ; si tous tombent ensemble, comme des dominos…

La Revue nationale stratégique de l'an dernier décrit des choses qui se produisent déjà aujourd'hui. L'État, les ministères des Armées, de l'Agriculture, des Transports ont cette conscience systémique ; elle n'a pas encore gagné le monde économique. L'idée est d'y importer la préoccupation que le CEMA exprime.

Reste-t-il une valeur ajoutée de l'analyse humaine face à l'IA ?

L'IA est hyper importante dans l'analyse des risques : une vraie analyse mobilise des centaines de milliers de données industrielles, juridiques… et, vu l'urgence, il est utile d'avoir un outil qui permet de multiplier les facteurs, les angles et les données très rapidement.

Mais la qualification humaine reste fondamentale. Ce n'est pas l'IA qui hiérarchise les risques, qui parle aux équipes pour expliquer les priorités, qui met en place les plans de continuité d'activité. Dans la notion de risque, il y a une notion d'organisation humaine : ce sont des esprits humains préparés à la crise qui rendent les entreprises résilientes. Face à une crise, il y a du déni, de la dissimulation ; plus on est préparé, plus on les surmonte et plus on en tire du courage, du collectif, de la résilience. L'IA est un multiplicateur de prospective et de compréhension, mais l'application des analyses touche profondément la dimension humaine des entreprises. Le master comportera d'ailleurs des cours sur l'usage de l'IA, ses limites et le rapport entre l'homme et l'IA.

L'IA est aussi une menace. Est-ce pris en compte ?

Bien sûr, elle fait partie des nouveaux risques. Certaines dérives sont déjà identifiées, d'autres restent à vérifier : une IA qui développerait ses propres stratégies, des phénomènes émergents… Une crise liée à l'IA est tout à fait possible, et peut être scénarisée. Il y a aussi des effets de fond : sur l'emploi, l'automatisation, l'accélération de phénomènes, avec des questions ouvertes sur la réalité de la croissance et sur les conséquences environnementales. Quand on adopte l'IA, il faut être prêt à en assumer a minima les impacts sur ses salariés, son environnement et sa productivité, des sujets encore loin d'être complètement analysés.

Quels risques émergents la France prépare-t-elle le moins bien pour les cinq prochaines années ?

Malheureusement, il y en a pas mal.

- **Le cyber.** Les épisodes sont très violents, dans la grande distribution comme chez les entreprises qui se font voler leurs données. On peut accuser la fatalité, mais la vérité est que les acteurs économiques français ne se sont pas suffisamment préparés ni équipés : beaucoup ignorent des solutions, à commencer par les plus basiques comme éviter un mot de passe « 1234 ». Même constat sur la façon de scénariser les conséquences de l'IA, par exemple dans la relation client : je ne vois pas pour l'instant de scénario concluant.
- **Le climat extrême.** Les grands feux de l'été dernier ont menacé des infrastructures de transport, des installations d'entreprises, des centres de commandement, sans que le problème soit identifié comme imminent. C'était déjà vrai pour le Covid : très peu d'entreprises avaient un scénario pandémie. C'est une forme d'esprit, une manière de s'organiser qui n'est pas encore là : on ne sent pas un écosystème d'abord lucide sur les risques à venir, puis outillé pour s'y préparer.
- **Le sabotage physique.** Il revient à la mode : câbles coupés, attaques de drones, incidents sur les voies ferrées (fils électriques coupés, voies bloquées par des objets lourds). Savons-nous détecter et neutraliser des drones ? Combien de groupes industriels sont équipés d'un système anti-drones ? A-t-on scénarisé le pire sabotage possible sur les points névralgiques de l'économie ? L'État a commencé, par exemple sur les aéroports, mais rien n'est sûr.

Cela concerne tout particulièrement les PME et les ETI. Les grands groupes du CAC 40 sont plus exposés mais ont davantage de moyens, même si ce n'est pas toujours suffisant. Pour les PME, la protection est un vrai poste de dépense, d'où le réflexe « on verra l'an prochain ». Or l'attaque récente sur des supermarchés est partie de frigos pilotables à distance, connectés sans VPN et avec un logiciel obsolète, plus mis à jour. Pour faire des économies, on a ouvert une brèche qui a coûté des millions.

L'État ne peut pas financer la protection de chaque PME : ce travail doit être fait par les acteurs économiques eux-mêmes, probablement avec les assureurs, qui ne pourront plus faire face à tout. Il faut passer à une culture de la prévention.

Un mot de conclusion ?

L'Institut du risque est un institut de prévention, pas de gestion de crise. Nous ne sommes pas le pompier qui arrive quand il y a le feu : nous sommes ceux qui essaient de montrer où le feu peut prendre ●

REGARD D'EXPERTE

Présidentielle 2027 : quelles stratégies déployées en cette période pré-électorale mouvementée ?

Par **Claire HUMBLIN**



Forte d'une expérience hybride entre sphère publique et privée, Claire accompagne organisations et dirigeants dans leurs stratégies de communication au sein de secteurs aux enjeux réglementaires et médiatiques cruciaux (énergie, santé, tech). Elle intervient auprès des clients pour définir leur positionnement, préparer leurs prises de parole et déployer des dispositifs d'engagement des publics (réseaux sociaux, leader et employee advocacy, écoute et analyse des avis exprimés). Avant d'intégrer Antidox et NSI en 2023, Claire a développé une expertise du débat public et de la gestion de crise à l'Assemblée nationale puis en agences de conseil. Elle est diplômée d'un master Communication politique et institutionnelle (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), ainsi que d'un master Représentation des intérêts et d'une licence Droit et science politique (Lyon 2).

À six mois de l'échéance, la campagne pour 2027 est déjà lancée en ligne. Avec plus de 11,6 millions de publications recensées depuis le 1er juillet sur les principales plateformes (dont 10,8 millions sur le seul réseau X, selon les données de notre partenaire Visibrain), le volume dépasse largement les 5 millions de tweets enregistrés sur la même période en 2021, à une époque où la crise sanitaire saturait les débats en ligne.

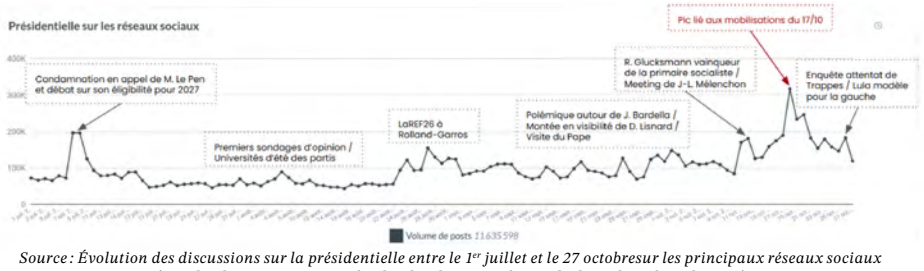
Ce scrutin marque une triple rupture : une accélération du calendrier (les discussions sur les réseaux sociaux croissent rapidement dès l'automne), une bipartition droite/gauche manifeste, et surtout une décorrélation frappante entre volume de posts et engagement. Si X capte 93 % des messages émis, l'engagement réel (mentions « j'aime », partages, commentaires) a massivement basculé vers TikTok et Instagram.

Quatre temps forts d'un début de campagne sous tension

L'accroissement progressif des débats s'est structuré autour de quatre séquences d'accélération nette sur les réseaux sociaux.

Début juillet, une première secousse se produit en ligne avec une actualité d'ordre judiciaire autour de Marine Le Pen : la confirmation en appel de sa condamnation déclenche 30 000 posts et un pic record de 5 millions d'engagements, accaparé par TikTok (2 millions d'interactions pour 550 vidéos) et Instagram (1,6 million pour 1 100 posts), laissant X avec seulement 163 400 interactions malgré 15 300 publications sur le sujet.

Début octobre, se tient la primaire socialiste : la victoire de Raphaël Glucksmann cumule 13 500 publications et 1,8 million d'engagements, dont plus d'un million capté par TikTok (en 188 posts seulement).



Source : Évolution des discussions sur la présidentielle entre le 1er juillet et le 27 octobresur les principaux réseaux sociaux (X, TikTok, Instagram, Facebook, Bluesky, YouTube, LinkedIn, Threads, Telegram)

Mi-octobre (17 octobre), les contestations convergent : les discussions autour de cette journée en lien avec la présidentielle atteignent près de 25 000 publications et 2,7 millions d'engagements en quatre jours, du 16 au 19 octobre. Cette séquence consacre de nouveaux relais (porte-parole lycéens, cartes interactives des rassemblements) et l'hégémonie du format vertical : TikTok et Instagram absorbent plus de 90 % des interactions.

Fin octobre enfin, les discussions prennent une tournure sécuritaire et internationale : l'attentat de Trappes le 23 octobre et l'enquête qui l'a suivi, ainsi que la célébration de la victoire de Lula au Brésil le 25 octobre, invoqué comme modèle par la gauche française, engendrent 18 000 posts et 3 millions d'engagements, principalement sur TikTok (1,3 million) et Instagram (1,2 million), devant Facebook (528 000).

Une fragmentation multicanale

Le temps de la suprématie de X comme unique thermomètre de l'opinion est révolu. Les canaux répondent désormais à des usages compartimentés et bien ciblés.

Canal	Fonction dominante
X	Réacteur à chaud de l'actualité politique et lieu de polarisation **10,8 M** de publications *(record volume)*
TikTok	Laboratoire de viralité vidéo ciblant en priorité les primo-votants **80,8 M** d'engagements *(record volume)*
Instagram	Storytelling, mise en scène des coulisses et esthétique militante
Facebook	Maillage militant local et ancrage territorial de proximité
Bluesky	Agora refuge pour audiences très politisées en période de crise
YouTube	Temps long, décryptage programmatique et entrevues fleuves
LinkedIn	Débats d'idées et de propositions économiques, *thought leadership* institutionnel
Threads	Réseau alternatif de débat et relai d'influence sous forme de texte principalement
Telegram	Mobilisation de terrain, coordination logistique et canal de repli

Cartographie des plateformes d'après les données de notre partenaire Visibrain (1er juillet - 27 octobre)

En outre, l'irruption de BitChat est à signaler. Du 23 au 26 octobre, cette messagerie peer-to-peer a concentré 140 000 messages, tous sujets confondus, avec un pic à 65 000 lors de « l'acte II » des mobilisations du 24 octobre. Face à la menace de coupure ou de modération des réseaux traditionnels, l'outil s'impose comme un canal de repli tactique pour coordonner la contestation sous les radars institutionnels.

Cinq tendances à l'heure actuelle

À l'approche de l'échéance présidentielle, les règles de la bataille numérique se redéfinissent en profondeur. L'analyse des dynamiques permet de tirer cinq conclusions.

1. Les réseaux sociaux confirment que notre société se complaît dans le spectacle. L'attention des internautes est captée par le spectaculaire et l'émotionnel au détriment des programmes et des sujets de fond. L'enfarinage de Raphaël Glucksmann en offre une illustration frappante : au lendemain de sa victoire, cet incident a concentré 53 % des conversations et 1,53 million d'engagements, reléguant ses propositions de fond à moins de 1 % des interactions enregistrées au 14 octobre.



2. Une autre mutation stratégique est liée à l'ingénierie militante et l'astroturfing. Les appareils politiques et militants perfectionnent leurs dispositifs d'amplification en combinant production massive de formats courts (Snack Content), réseaux de micro-influenceurs et usage potentiel de comptes automatisés, pour fabriquer et simuler des élans « populaires » spontanés. Dès lors, toute lecture directe des volumes en ligne peut s'avérer trompeuse : un torrent de critiques ou une vague soudaine d'adhésion peut en réalité traduire le travail d'une minorité militante hyper-organisée. La tendance « Il se passe quelque chose avec Lisnard » (500 000 mentions et 4,6 millions d'engagements sur les réseaux sociaux au cours des 30 derniers jours) ne relèverait-elle pas de cette stratégie ?
3. Parallèlement, LinkedIn tente de s'affirmer comme lieu de présentation des programmes. Loin d'être cantonné au monde stricto sensu de l'entreprise, le réseau professionnel est devenu, avec plus de 60 000 publications liées à la présidentielle depuis l'été, une tribune incontournable pour interpeller décideurs publics et économiques. Il offre un terrain d'expression plus posé, à l'abri du bruit agressif d'autres plateformes.
4. Sur le plan technologique, le champ d'action s'élargit avec l'essor du GEO (Generative Engine Optimization) et des modèles de langage. L'évaluation de l'empreinte politique en ligne ne s'arrête plus aux réseaux sociaux : elle scrute désormais les réponses fournies par les IA, où un candidat comme Édouard Philippe apparaît régulièrement valorisé. Pour autant, l'impact électoral direct invite à la nuance : selon une récente enquête de l'institut Verian, seuls 18 % des Français prévoient de s'informer sur la présidentielle via ces outils, tandis que 64 % redoutent qu'ils accélèrent la prolifération de fausses informations.
5. Enfin, face aux menaces informationnelles et au règne de la vidéo courte, la veille d'opinion bascule vers l'OVINT (Online Video Intelligence), outil grâce auquel les cellules de veille intègrent le traitement vidéo automatisé par IA. Cette capacité d'analyse à grande échelle devient indispensable pour détecter les signaux faibles d'une mobilisation avant son irruption dans l'espace public.

Anticiper l'après-présidentielle

Face à la professionnalisation des appareils politiques et militants, la stratégie d'influence ne consiste plus à faire du bruit sur un canal unique. Pour les candidats et leurs équipes, comme pour les dirigeants, l'enjeu réside désormais dans la conduite d'un récit décliné sur mesure, capable de s'adapter aux usages spécifiques de chaque plateforme, de la technicité sur LinkedIn à l'émotion brute sur TikTok. Toutefois, n'oublions pas qu'une tendance algorithmique ne préfigure en rien le résultat d'une élection… ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO
xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire
alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.